Familles en mouvance et Dynamiques intergénérationnelles

Un partenariat de recherche sociale, multidisciplinaire et multisectoriel

Bulletin de liaison, Volume 1, nº 4, Octobre 1997

Une 2e phase de fonctionnement pour notre partenariat

Notre partenariat de recherche poursuivra ses travaux pour une deuxième phase de fonctionnement grâce au renouvellement de la subvention de fonctionnement d'équipe du CQRS. Cette deuxième phase débute en octobre 1997 et se poursuivra trois ans, jusqu'en septembre 2000. En continuité avec la phase 1, de nombreux projets de recherche seront réalisés sur différents aspects de la vie familiale contemporaine. Nouveauté dans cette deuxième étape de fonctionnement, nous travaillerons le transfert et l'appropriation des connaissances par le biais de comité de priorités. Plus spécifiquement, trois priorités ont été retenues:

√ Ruptures d'union: causes et conséquences pour les parents et les enfants (accent sur la prévention)

√ Transformations des rôles paternels et maternels (accent sur la paternité)

√ Soutien collectif aux familles aux plans politique et communautaire

Les trois comités de priorités réuniront des représentants des trois groupes de partenaires -chercheurs, intervenants gouvernementaux et intervenants du mouvement familial- qui seront responsables de bâtir des activités permettant de répondre aux préoccupations des milieux d'élaboration de politiques et d'intervention.

De l'entraide à la solidarité: Histoire et richesse du mouvement familial québécois

Présentation d'un projet de recherche en cours

par Michelle Comeau, historienne et agente de recherche, INRS-Culture et Société

Dirigé par Mme Denise Lemieux, sociologue de l'INRS-Culture et Société, ce projet de recherche portant sur le mouvement familial au Québec, fait partie du volet «projet de documentation». Une recension des documents publiés par divers organismes du mouvement pour la période qui s'étend d'environ 1965 à nos jours est prévue dans le cadre de ce projet. Cette recension sera accompagnée d'un aperçu historique pour chacun des organismes inventoriés et d'une présentation générale des événements et changements de la période. Cette étape sera complétée en 1997-98 par la collecte de témoignages auprès de personnes ayant participé au mouvement familial.

L'histoire du mouvement familial: la richesse d'un mouvement

Un premier coup d'oeil sur la documentation nous permet d'abord de mesurer l'ampleur et la diversité du mouvement familial au Québec. Johanne Boisvert, dans un article publié récemment par le Conseil de la Famille, affirme non sans raison: «Tenter de cerner le mouvement familial est une tâche à la fois simple et complexe». Simple, dit-elle, parce qu'il est possible d'identifier quelques éléments communs à l'ensemble des organismes familiaux (mouvement essentiellement bénévole par et pour les familles, primauté accordée à la prévention, à la promotion des familles, à l'éducation). Complexe, parce que les interventions offertes «sont aussi diversifiées que sont les besoins des familles elles-mêmes». En effet, les champs investis (entraide, réflexion, défense des droits...) sont multiples comme le sont également les niveaux d'organisation (local, régional, provincial) et les types d'intervention (vie de couple, relations parents-enfants, droits sociaux, droit familial..).

Comment ce mouvement s'est-il constitué au fil des ans? Une analyse de la documentation touchant ce phénomène nous en révèle déjà certains éléments.

Un Répertoire des organismes familiaux, produit en 1968 par le gouvernement du Québec, ainsi qu'un dossier publié en 1974 dans la revue *Éducation et Société* révèlent pour cette période l'existence d'un certain nombre d'organismes assez bien implantés qui se situent pour la plupart dans la foulée des mouvements d'Action Catholique en voie de profondes réorientations au milieu des années 60. On y présente notamment Le Service national de préparation au mariage (1941, la Fédération est incorporée en 1969), le Service d'orientation des Foyers (1945), les Foyers Notre-Dame (1954 qui deviendra Couple et Famille), Les Équipes Seréna (1955), la Fédération des Unions de familles (1958), l'Association des veuves de Montréal (1959), l'Association des parents catholiques du Québec (1966), l'Institut de la Famille de Montréal (1965)

...Suite page 2

...Suite de la page 1

ainsi que les nombreux services sociaux à la famille, francophones et anglophones. Les services sociaux à la famille, auparavant dirigés par le pouvoir religieux, s'inscrivent peu à peu dans le vaste réseau des organismes redéfinis par les réformes de la santé et des services sociaux. Tandis que le travail social se professionnalise, de nouveaux rapports se dessinent avec les organismes familiaux relevant du bénévolat qui, pour plusieurs d'entre eux, se laïcisent.

Une histoire en mouvement

Durant les années 1965 à aujourd'hui, cadre dans lequel se déroule plus précisément cette recherche, on observe, on le sait, de multiples changements qui tendent vers une plus grande modernisation et laïcisation de la société. Une étude des associations et de la documentation recueillie permettra, croyons-nous, de mieux saisir l'intensité et la nature de ces changements, en cherchant à situer le mouvement familial en fonction des rapports sociaux qui se développent au cours de la période. Alors que plusieurs organismes familiaux continuent l'action amorcée durant les décennies précédentes, certains cherchent à modifier leur approche ou d'autres viennent s'ajouter au mouvement. A l'image de cette société en mutation, le mouvement se construit dans la diversité et aussi dans la complexité. Voici quelques-uns des aspects à examiner au cours de cette recherche.

Les nouveaux types de rapports qui s'instaurent entre l'État et les organisations caractérisent en bonne partie les années étudiées et sont à explorer. Consultation, représentation, pressions diverses, les rapports à l'État occupent en effet une place importante, notamment dans la documentation produite par le mouvement familial qui tente durant cette période de se définir et de se faire reconnaître. Le grand nombre de mémoires et d'avis adressés aux pouvoirs publics (tous les paliers de gouvernement) à partir des années 60 permet entre autres de le saisir.

Outre les rapports à l'État ou sous-jacents parfois à ces rapports, on constate une certaine tendance à la professionnalisation au sein des mouvements, qu'il faudra aussi prendre en compte dans le cadre d'organisations définies d'abord par l'action bénévole. D'une manière générale, la production en grand nombre de documents de formation, destinés aux membres des organisations, reflète cette nouvelle approche. Guides, Énoncés, Outils, visant à uniformiser les interventions et à améliorer l'éducation et l'animation au sein des groupes, abondent surtout avec les années 1970. Ce développement d'une action familiale mieux outillée se manifeste également à travers une plus grande prise en charge par des organismes du mouvement, anciens et nouveaux, de problèmes fort complexes, liés par exemple à la violence familiale ou encore la sécurité des enfants.

La diversité et le renouvellement des approches et des champs d'intérêt ainsi que le type de rapports qui se tissent entre les organisations du mouvement sont aussi à examiner en regard de l'évolution des contextes familiaux, politiques également. Certaines définitions de la famille retrouvées par exemple dans les documents-manifestes ou les mémoires laissent en effet entrevoir une diversification progressive des modèles familiaux retenus; l'élargissement, dans certains cas, des clientèles visées de même que l'émergence de nombreux nouveaux groupes durant la période témoignent aussi du caractère composite des préoccupations mais aussi des tendances.

Liée en bonne partie depuis ses débuts au mouvement familial international, aspect également fort important à étudier, l'histoire du mouvement québécois abonde en événements et en initiatives de toute sortes. Par ailleurs, cette histoire reste malheureusement peu connue sinon par les milieux concernés. Formulons le souhait que ce projet de documentation contribue à la faire connaître davantage.

Sources:

Johanne Boisvert, «Les familles à la recherche d'un nouvel équilibre et le point de vue du mouvement familial», in Gouvernement du Québec, Conseil de la famille, Recueil de réflexions sur la stabilité des couples-parents, 1996, p. 85-96.

Gouvernement du Québec, Service de l'Information des ministères de la Famille et du Bien-être Social, Organismes et mouvements familiaux du Québec, (Répertoire), 1968.

«Dossier: Les organismes familiaux.», Éducation et Société, vol. 5, no 6, octobre 1974.

Le ministère de la Famille et de l'Enfance

Pour marquer le virage majeur concernant la politique familiale et indiquer la priorité qu'il accordera aux familles et aux enfants, le gouvernement québécois a opté pour la mise en place d'une nouvelle structure administrative dont la mission leur est exclusivement consacrée, soit: le ministère de la Famille et de l'Enfance. Ce nouveau ministère englobe les mandats qu'avaient jusque là le Secrétariat à la famille et l'Office des services de garde à l'enfance. La Loi créant le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance est entrée en vigueur le 2 juillet 1997.

Outre le fait que la création du ministère de la Famille et de l'Enfance constitue une reconnaissance sans équivoque des familles et des enfants tout en ayant l'avantage d'offrir une plus grande visibilité à la réforme annoncée, elle permet également de définir une mission propre à ce ministère. Celle-ci consiste à:

√ valoriser la famille et l'enfance, donc veiller à ce que la société leur accorde une meilleure place, et favoriser leur plein épanouissement en collaboration avec l'ensemble des partenaires engagés dans ce domaine;

√ apporter aux parents un soutien de manière à leur permettre d'assumer pleinement leur rôle et de préserver les liens entre eux et leurs enfants;

√ prendre en considération la diversité des modèles familiaux et accorder une attention prioritaire aux besoins des enfants.

Nouvellles parutions

Politiques du père, Lien social et politiques, no 37/77, RIAC/IRCD, Printemps 1997

"Les situations familiales et les trajectoires des pères sont de plus en plus hétérogènes et complexes. La multiplication des alliances et les progrès de la biologie et de la génétique obligent à redéfinir les fondements de la paternité. Le père est concurrencé dans son rôle de pourvoyeur par la montée de l'activité féminine, mais les ménages à «père absent» sont pariculièrement exposés à la pauvreté. Ces mouvances actuelles de la paternité posent des questions politiques: de gestion du «démariage», de redéfinition des règles de filiation et des statuts paternels, de régulation des rapports de sexe et de génération." (Lien social et politiques, 37/77, 97: 5)

Dans ce numéro de Lien social et politiques consacré aux «politiques du père», les thèmes abordés sont: politiques et mouvances de la paternité; gestion du démariage; pouvoir et pratiques paternelles.

On retrouve dans ce numéro, réalisé par Germain Dulac et Nadine Lefaucheur, des contributions de: Maureen Baker, Louie Burghes, Marie-Aimée Cliche, Hélène Desrosiers, Germain Dulac, Agnès Fine, Abdelhafid Hammouche, Heather Juby, Céline Le Bourdais, Claude Martin, Marie Moisan, Olivier Paye, Pascale Quincy-Lefebvre.

Production du bulletin:
Monique Provost
coordonnatrice du partenariat
INRS-Culture et Société
306, place D'Youville, Bureau B-10
Montréal, Québec H2Y 2B6
Tél: (514) 841-4001 Télécopieur: (514) 841-4015
Courrier électronique:
Monique_Provost@INRS-Culture.UQuebec.CA

Madeleine Rochon, *Taux de grossesse à l'adolescence. Québec, 1980 à 1995. Régions sociosanitaires de résidence, 1993-1995 et autres groupes d'âge.* Service de la recherche, Direction générale de la Planification et de l'Évaluation, Ministère de la Santé et des Services sociaux, septembre 1997.

"Le taux de grossesse à l'adolescence, autrefois nettement plus faible que le taux canadien, a augmenté de 50% depuis le début des années 80; il lui demeure inférieur uniquement en raison d'une fécondité précoce moins élevée. Au niveau international, le Québec se situe à un niveau intermédiaire des taux de grossesse ou de fécondité.

Les taux de grossesse des moins de 18 ans ne s'élève cependant plus depuis 1993. Il a même diminué en 1994 et 1995 grâce à la baisse observée chez les 16-17 ans. Le taux à l'âge de 14 ans semble toutefois continuer sa progression.

À chaque année, 2% des jeunes filles de moins de 18 ans et 8% des jeunes de 18-19 ans deviennent enceintes. Depuis le début des années 80, la proportion des adolescentes qui deviennent enceintes avant d'avoir franchi leur 18e anniversaire est passée de 6% à 8%, voire à 9%, et la proportion de celles qui le deviennent avant leur 20e anniversaire a progressé de 15% à 22%.

Le mouvement à la hausse s'est essentiellement traduit par un accroissement du recours à l'interruption volontaire de grossesse. Dans le groupe des 18-19 ans cependant, une augmentation du taux de fécondité est également notée.

Les adolescentes de moins de 18 ans des différentes régions du Québec se démarquent fortement mais en bien des points on reconnaît les variations dans les comportements des femmes plus âgées: fort recours à l'avortement provoqué dans la région de Montréal-Centre par exemple ou calendrier précoce de la fécondité sur la Côte-Nord. Outre les régions nordiques, les régions qui présentent les plus forts taux de grossesse à l'adolescence sont Montréal-Centre et la Côte-Nord. À l'opposé, les régions qui affichent les plus faibles taux sont le Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Québec." (p. i)

Le Conseil de la famille et de l'enfance

En adoptant la Loi 145 créant le nouveau ministère de la Famille et de l'Enfance, l'Assemblée nationale du Québec a modifié la Loi sur le Conseil de la famille qui devient le Conseil de la famille et de l'enfance.

Ce Conseil de la famille et de l'enfance est l'organisme consultatif destiné à accompagner le développement de la politique familiale du Québec ainsi que l'implantation des nouvelles dispositions de cette politique annoncées au mois de février dernier.

Le Conseil assumera un mandat élargi par rapport au Conseil de la famille dont il prend la relève. Il sera composé de 15 membres au lieu de 11 et assumera de nouvelles responsabilités. Il devra notamment particulariser la dimension de la petite enfance qui constitue une priorité gouvernementale à l'intérieur de la politique familiale.

Parmi les ajouts significatifs au mandat confié au Conseil, il faut mentionner celui de produire, à chaque année, à l'intention de la Ministre un rapport sur la situation et les besoins des familles et des enfants du Québec.

Consultations, études et recherches, production d'avis et de rapports, communications et information...continueront de marquer les activités du Conseil à qui le gouvernement confie toujours le rôle important de favoriser l'expression des parents, notamment dans la mise en place du ministère de la Famille et de l'Enfance et dans le développement des services aux familles et aux enfants.

Liste des publications

Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles

# 1	*Séminaire sur la politique familiale québécoise: Enjeux, défis et stratégies prioritaires* (textes des présentations au séminaire du 21 novembre 1996)	5$
# 2	*La prise en charge des enfants en France: Présentation d'une recension informatisée des écrits** Marie Hélène Saint-Pierre (ISBN-2-922116-06-9) (sous la supervision de Renée B.-Dandurand et Évelyne Lapierre-Adamcyk)	15$
# 3	*Axes et enjeux de la politique familiale française: Présentation d'une recension informatisée des écrits** Josée Bergeron (ISBN-2-922116-05-0) (sous la supervision de Renée B.-Dandurand et Frédéric Lesemann)	15$
# 4	*La prise en charge des enfants en Suède: Présentation d'une recension informatisée des écrits** Marie Hélène Saint-Pierre (ISBN-2-922116-04-2) (sous la supervision de Renée B.-Dandurand et Évelyne Lapierre-Adamcyk)	15$
# 5	*Axes et enjeux de la politique familiale suédoise: Présentation d'une recension informatisée des écrits** Josée Bergeron (ISBN-2-922116-03-4) (sous la supervision de Renée B.-Dandurand et Frédéric Lesemann)	15$
# 6	*Séminaires de septembre 1996* (textes des communications aux séminaires des 13 et 26 septembre 1996)	10$

**Veuillez noter que pour lire la disquette qui accompagne chaque recension, il faut utiliser le logiciel ProCite, version 3.1.1 pour Windows.*

Pour obtenir ces publications, remplissez le bon de commande ci-joint, accompagné de votre chèque et faites parvenir le tout à: Monique Provost, coordonnatrice du partenariat, 306 place d'Youville, bureau B-10, Montréal, Québec, H2Y 2B6. Tél: (514) 841-4001. Télécopieur: (514) 841-4015

Bon de commande

Nom_____

Adresse_____

_____

Code postal_____

Téléphone_____ Télécopieur_____

Ajouter votre nom à la liste d'envoi du bulletin ☐

Faites votre chèque à l'ordre de:
INRS-Culture et Société

No1 _____ X 5$ = _____
No2 _____ X 15$ = _____
No3 _____ X 15$ = _____
No4 _____ X 15$ = _____
No5 _____ X 15$ = _____
No6 _____ X 10$ = _____
Sous-Total = _____
Frais d'envoi = $3
Total = _____

Familles en mouvance et Dynamiques intergénérationnelles

Un partenariat de recherche sociale, multidisciplinaire et multisectoriel